

## Un congrès de clarification sinon rien

*Nous sommes à quelques semaines d'une échéance capitale pour notre mouvement. Si nous voulons la réussite de notre congrès, nous devons faire preuve de lucidité, de générosité, d'intelligence collective et si possible de hauteur, pour ne pas limiter nos débats à des querelles indignes face aux défis qui s'accumulent.*

### I – Une réalité rugueuse à étreindre : l'Europe et le Moyen Orient sous pression

Depuis plus de 15 ans (11 septembre 2001, guerre en Irak, crise des subprimes, crise de la dette publique...), le capitalisme des extrêmes, est entré dans une nouvelle phase de prédation, d'appropriation des richesses et de déconstruction des arrangements institutionnels issus des Trente Glorieuses. Ces dernières années, le mouvement s'est approfondi. Ainsi les convulsions internationales et le chaos géopolitique se sont installés durablement dans le paysage de nos démocraties européennes, par ailleurs, incapables de faire face à la crise économique et sociale.

Tout autour du bassin méditerranéen, la guerre civile, confessionnelle, clanique ou tribale, se nourrit de la corruption et des Etats faillis. Face à cette situation, **le projet européen** ne semble plus en mesure de représenter une alternative politique, sociale, économique susceptible de préserver les acquis sociaux issus du compromis fordiste. Partout les inégalités sociales se renforcent, partout les phénomènes de dé-cohésion (ou de désaffiliation) remettent en question profondément l'idée même du « vivre-ensemble ». Après la crise grecque, l'Europe tanguet et se fissure incapable d'accueillir l'étranger en son sein.. Des forces régressives sont à l'œuvre qui ne cessent de travailler à la désagrégation de tout projet fédérateur. Des murs se dressent, des frontières se referment en Autriche, en Pologne, en Macédoine...rejetant à nos marges des millions de réfugiés fuyant la guerre et la misère des camps. Par ailleurs, le développement des Etats faillis, des zones de non-droit et des conflits de basse intensité doivent nous rappeler que la paix est fragile et que les questions géostratégiques sont des questions fondamentales.

#### **Premier marqueur – Une approche mondiale et européenne face au repli**

***La mondialisation ne fait pas un monde. En effet, jamais depuis la fin de la guerre froide, le monde n'avait semblé aussi divisé, fracturé, inquiétant. L'embrasement d'une partie de l'espace méditerranéen, de la Turquie à la Tunisie, de la Tunisie à la Syrie, avec ses conséquences déstabilisatrices pour les démocraties européennes, doit nous interpeller au premier chef et nous hisser à la hauteur de ces défis. Parce que les écologistes sont internationalistes et profondément européens, ils savent que l'Europe est menacée, que la violence est à nos portes et que cette situation doit nourrir le cœur de nos analyses et de nos propositions. Comment répondre à ce risque de désintégration ? Au repli national ? A la multiplication des camps de réfugiés ?***

### II – Pacte de stabilité et pacte de sécurité : les orientations dangereuses du gouvernement

En France, le gouvernement a clairement choisi sa voie : combiner le libéralisme économique et l'état d'urgence permanent, la dérégulation au nom de l'efficacité économique et la lente remise en cause de l'Etat de droit au nom de la sécurité de la population.

Les contours de nos démocraties européennes évoluent sous la pression de **l'urgence** permanente. Le caractère biopolitique du pouvoir moderne (Foucault), consistant à gouverner la vie biologique des individus (via leur sexualité, leur santé ou leur fécondité), s'est renforcé de dispositifs de contrôle des populations (directs ou à distance) prenant le pas sur la contrainte disciplinaire des corps. Généralisation des portiques de sécurité, vidéo surveillance, puces RFID, promotion des drones de surveillance, profilage et gestion génétique des populations, analyse des formes de vie, traçabilité des corps et des biens...

Un peu partout, en Europe, les niveaux de sécurité sont relevés et le pouvoir fait de chacun d'entre nous, un suspect en puissance. En devenant prédictive ou préventive, la justice accompagne **la montée en puissance de l'Etat d'exception**. Suspecter chacun d'entre nous d'une potentialité délictueuse ou dangereuse, globaliser et affiner les pratiques de renseignement, capter et renforcer les dispositifs de détection des signaux faibles, constituent des évolutions préoccupantes de nos démocraties.

Et rien dans les décisions actuelles du gouvernement ne permet d'envisager un retour critique sur la situation. Bien au contraire. L'Etat **d'exception sert de levier, au gouvernement et au PS, pour déplacer les lignes, accélérer les transformations du paysage politique et réduire au silence, au nom de la protection de nos concitoyens, toute pensée critique.**

D'autant que ce versant sécuritaire s'articule avec la conversion des socialistes aux canons du libéralisme. Ces quatre dernières années ont été terribles pour les principes que nous défendons. Lois après lois, décrets après décrets, la dérégulation et la politique de l'offre se sont imposées, au nom de l'efficacité économique et de la lutte contre le chômage. La « droitisation » des politiques publiques s'est renforcée jusqu'à faire passer le travail du dimanche ou la réduction de la protection des salariés pour de nouvelles libertés. Or cette évolution du gouvernement, soutenu par le PS français, n'est pas conjoncturelle. Elle s'inscrit dans les évolutions de tous les partis socialistes européens, du SPD

au PASOK, du PSE au PDI, toutes ces formations sont engagées ouvertement dans un processus d'assimilation du langage et des règles imposés par le capitalisme financier. ***Il n'y aura pas de retour en arrière de la part des socialistes européens.*** Or cette situation crée un vide dangereux, une perte des repères (« la droite et la gauche c'est du pareil au même ») qui emporte et fragilise toutes les forces politiques associées, de près ou de loin, au cheminement des socialistes européens. Si nous avons cru, un temps, que notre participation dans les exécutifs locaux ou régionaux, voire au niveau national, allait nous permettre de gagner en « professionnalisme » et en légitimité, ***nous devons admettre aujourd'hui que les institutions nous ont changés plus que nous les avons transformées.***

**Second marqueur – Un cycle s'achève avec la conversion définitive des socialistes européens à la doxa libérale. La rupture avec le PS est devenue vitale pour l'écologie politique.**

**L'évolution du gouvernement et du PS qui ont renoncé, depuis belle lurette, à transformer la société et notre modèle de développement entraînent toute la gauche et les écologistes dans une impasse. Pour en sortir, il est devenu vital pour l'écologie politique d'acter, jusqu'à nouvel ordre, la rupture politique avec le PS et ses caciques. Il ne s'agit pas simplement de rompre avec les politiques conduites par le gouvernement actuel mais de rompre avec l'orientation implicite de notre mouvement, ces vingt dernières années, privilégiant un partenariat, devenu aujourd'hui mortifère, avec le PS. Ce cycle s'achève et si nous voulons retrouver un minimum de crédibilité, il est plus que temps d'orienter notre énergie vers le dehors plutôt que vers les institutions.**

### **III – Retrouver les fondements de l'écologie politique**

Il faut bien admettre que ces trois dernières années ont été calamiteuses pour notre mouvement. Il n'est pas utile, ici, de répéter ce que chacunE a en tête. La dernière péripétie de notre SN quittant le mouvement, contre l'avis majoritaire des adhérents, pour rejoindre un gouvernement de plus en plus éloigné des écologistes (voir les décisions de ces derniers jours), a été la cerise sur le gâteau.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Et quels sont les mécanismes, les jeux d'acteurs, les règles du jeu qui ont entraîné et favorisé cet énorme gâchis ? Ce travail de compréhension doit être fait si nous ne voulons pas réitérer les erreurs du passé.

Au delà du bilan, il est plus que temps de retrouver nos assises et les fondements de l'engagement écologiste. Au croisement de diverses traditions : écologie profonde, écologie sociale, éco-anarchisme, mouvement de la décroissance, écologie des pauvres, bien vivre, écosophie...notre mouvement doit ***redonner du sens à notre engagement***, un sens qui ne soit pas limité aux ambitions personnelles de certainEs, mais un sens collectif tourné vers les questions clés de notre époque : quels type de rapports souhaitons-nous entretenir avec la nature ou le monde du vivant ? Ne faut-il pas rompre avec l'électoratisme ou l'opportunisme ambiant et cesser d'engager toutes nos forces militantes dans la préparation des échéances électorales ? Faut-il redonner du poids à des valeurs comme la simplicité, la sobriété, la proximité, la lenteur, le refus de la société du spectacle, la conscience de notre vulnérabilité qui sont la trame de l'engagement écologiste ? Et décliner ces options au sein d'un projet politique global qui puisse parler au plus grand nombre tout en apportant des solutions au mal logement, à la paupérisation, au chômage ou au mal-vivre ?

Si nos sources d'inspiration sont hybrides, nous sommes les seuls à pouvoir porter un message singulier, provocateur, déplacé par rapport à la doxa ambiante. Quand la droite est sans complexe, quand les socialistes épousent les thèses du libéralisme ou quand le capitalisme s'avance avec cynisme et arrogance, ***n'ayons pas peur de notre langue et de la radicalité de notre projet !***

**Troisième marqueur – Redevenir un pôle de résistance au capitalisme/productivisme/consumérisme et rompre avec l'approche électoraliste de ces dernières années.**

**Le bilan des dernières années, un bilan sans concession, est incontournable si nous ne voulons pas réitérer les erreurs du passé. Nous devons nous interroger sur la dérive « électoraliste » de notre mouvement et ses conséquences. Ces 15 ou 20 dernières années, toute notre énergie militante a été tournée vers la préparation des échéances électorales. Aujourd'hui, notre mouvement est en partie dévitalisé. Il n'a plus de vision claire de son avenir, plus d'orientation, plus de stratégie. Nous pensons et nous agissons, trop souvent, avec les outils de nos adversaires. Tout un pan de notre créativité, de notre impertinence a cédé aux sirènes des responsabilités institutionnelles. Ce constat doit nous conduire à aborder différemment les prochaines échéances électorales. Notre priorité doit aller à la construction de ce nouveau « pôle » de résistance, à retisser des passerelles, à notre ancrage local, à la formation et au fonds politique...Les présidentielles comme les législatives devront représenter une étape dans la recherche de scénarios innovants et d'expérimentations locales. Comment re-décliner notre prétention à vouloir faire de la politique autrement et retrouver la confiance des acteurs engagés dans l'écologie ?**

### III- Un congrès de clarification sinon rien

La période est décisive pour EELV. Jamais notre petit théâtre interne n'avait semblé aussi déplacé ou dérisoire face à la montée des périls. Les forces régressives qui sont à l'œuvre en France, en Europe et dans le monde (voir, par exemple, le poids d'un Donald Trump) devraient pourtant nous alerter et conduire notre réflexion.

Quelque chose de profond et d'ambigu parcourt nos sociétés occidentales. Le repli, la peur, les fantasmes identitaires, d'un côté, et de l'autre comme un **désir de politique**, malgré ou à cause de la crise du politique. Un désir d'agir et une attente de résultats adressés au corps politique. Un désir de sens, aussi, de communauté (de communion, peut-être ?) qu'exprimerait à sa manière la forte poussée des populismes, de l'extrême droite ou du Front National. Les références à la République et à ses symboles (drapeau, hymne national, autorité républicaine), une telle propension à exhausser la Nation et ses attributs, pourraient bien signifier la nostalgie de l'**unité perdue**.

Face à cette situation, que peut encore l'écologie politique sous sa forme partidaire ? Doit-on repenser notre utilité à l'aune de ces nouveaux risques que représentent ce désir d'identité, ce désir de communion ou de communauté restreinte ? Et comment concilier une philosophie politique exigeante avec le fonctionnement, au quotidien, d'une organisation ?

Nous savons qu'il y a du sans-prix et de la fragilité mais qu'il est difficile de construire un programme ou une politique à partir de cette fragilité ou de cette vulnérabilité essentielle. C'est à cela pourtant que nous pourrions mesurer notre utilité : dans un monde qui se ferme et semble se donner à tous les aventuriers (démagogues, imprécateurs et imposteurs – nous avons eu les nôtres), qui ne cesse de produire du prêt à penser ou des éléments de langage - recréer une capacité critique et une ouverture aux plus faibles, à l'étranger, aux sans-voix.

Si l'on évoque souvent, en notre sein, la nécessité de produire un nouvel imaginaire, quel contenu mettons-nous derrière ces mots ? Quels moyens, quels dispositifs sommes-nous prêts à mettre en place pour répondre à ces questions ?

Dans l'immédiat, **rien ne serait plus désastreux pour l'avenir de notre mouvement que de se contenter du plus petit dénominateur commun et du statu quo**. Rassembler, sans doute, mais dans la clarté et après avoir arbitré entre différentes options. Car la « galaxie » écolo est composée d'approches qui ne convergent pas spontanément. Essayons, au moins, d'éclaircir cela :

- Re-construire ? Seul ? Avec qui ? Comment ?
- Quid de notre rapport aux institutions et aux prochaines échéances électorales ?
- Quid de notre rapport au PS ? A la gauche ? Au capitalisme, au productivisme et tutti quanti ?
- Renouveler ou pas nos pratiques internes ? Réinsuffler de la démocratie ? Repenser, renouveler ou pas le BE, le CF, le rôle des régions, le poids des militants ? .....
- Prendre le temps ou pas ? Privilégier ou pas la construction à long terme ? Le pragmatisme contre l'idéal ? .....

#### **Quatrième marqueur – Un congrès pour clarifier et arbitrer.**

**Si le congrès qui vient ne doit pas être un congrès comme les autres, il doit au delà de tout unanimité de façade, se donner les moyens de poser les vrais clivages qui existent entre nous et d'arbitrer entre différentes options. Nous ne retrouverons de crédibilité à long terme que dans la cohérence de nos propos et de notre agir collectif, dans une vision renouvelée de notre propre pratique politique et en retrouvant le fil d'une pensée stratégique.**

Signataires : Claude Marie Benson, Serge Borvon, Alain Coulombel, Danielle Estay, Jean Sébastien Herpin, Samy Khaldi, François Lotteau, Jeanne Meunier, Véronique Moreira, Maryse Oudjaoudi, Martin Siloret, Michel Wilson,